

**Le mouvement des « *gilets jaunes* » en France :
Repères théoriques et interrogations multiples
face à une innovation sociale territorialisée**

Sylvie Kergreis

Docteure en Psychologie sociale et environnementale

Chercheuse indépendante

Ingénieur d'agronomie, ICGREF retraitée, Ministère de l'Agriculture, France

Communication présentée dans le cadre du colloque
Innovation et territoires face aux inégalités,
Université du Québec à Rimouski, 22-25 mai 2019

Le mouvement des « *gilets jaunes* » en France : Repères théoriques et interrogations multiples face à une innovation sociale territorialisée

Mots clefs

Nature, culture, idéologie, individu, territoire, société

Résumé

En France, depuis cinq mois, un mouvement social inédit tente d'infléchir la politique verticale du gouvernement, qui néglige à la fois les institutions et les habitant.e.s des territoires ruraux et périurbains. En occupant des ronds-points routiers, en se réunissant en « *assemblées* » citoyennes locales et en manifestant tous les samedis dans les centres-villes des grandes métropoles, les « *gilets jaunes* » ont créé une forme d'innovation démocratique territorialisée. Mais ce conflit permettra-t-il de réduire les inégalités écologiques et sociales vécues ? Ses caractéristiques principales s'inscrivent dans l'idéologie néolibérale maniée par le pouvoir politique et économique actuel. L'individualisme dominant et les demandes de démocratie directe empêchent de prendre conscience des mécanismes juridiques et socioéconomiques qui structurent les territoires et les sociétés. Dans la circularité idéologique ambiante, les contradictions nature-culture et individus-sociétés semblent cependant se révéler et s'accroître. Le mouvement des « *gilets jaunes* » est porteur de trois valeurs fondamentales, « *personnologiques, écologiques et sociologiques* », capables de refonder des sociétés véritablement humaines. Il offre une forme d'espoir à la société française, malgré son avenir incertain, entre violence potentielle ou progrès économiques et politiques possibles.

Summary

In France, for five months, a social movement has been trying to influence the government's vertical policy which neglects both institutions and inhabitants of rural and periurban territories. By wearing a yellow safety vest, employees, craftsmen, retirees and family mothers occupied road roundabouts, created local citizens' assemblies and went to protest in the metropolises' city-centers. Will this "territorialized democratic innovation" succeed in reducing ecological and social inequalities? The movement's characteristics fit into the neoliberal ideology handled by the current political and economic power. Dominant individualism and demands for direct democracy hide the legal structures and the socioeconomic mechanisms that criss-cross territories and societies. However, the nature-culture and individual-society contradictions seem to be emerging, despite the ideological circularity. The "yellow vests" movement is the embodiment of the three fundamental values necessary to rebuilt truly human societies. It offers a form of hope to French society, even if its future remains uncertain, between potential violence and new political and economic progress.

Le mouvement des « *gilets jaunes* » en France : Repères théoriques et interrogations multiples face à une innovation sociale territorialisée

Sylvie Kergreis

Un mouvement social transversal a émergé en France en novembre 2018. Né sur les réseaux sociaux, son apparition inattendue sur les ronds-points des territoires ruraux et périurbains a révélé un malaise latent, vécu localement par une grande partie de la population. En endossant les gilets jaunes de la sécurité routière et en manifestant tous les samedis dans les centres-villes des métropoles, les oubliés du développement économique ont mis en tension l'ensemble de la société. L'opinion publique a soutenu le mouvement, malgré les dérapages parfois violents de certains manifestants.

Ce conflit résulte en bonne partie de la mondialisation de l'économie et de la verticalité des choix politiques de ces dernières années. Nul ne sait, à l'heure actuelle, s'il permettra de réduire les inégalités sociales et territoriales. La rapide montée en généralité des revendications, se focalisant sur une demande de démocratie directe, fait écho aux questions déjà rencontrées dans le programme de recherche « *Concertation, Décision, Environnement* », mis en place par le ministère de l'écologie français entre 2000 et 2010. Des repères théoriques, élaborés à partir de ce programme et de mon propre projet de recherche, semblent utiles pour saisir la spécificité de cette crise sociale d'un nouveau genre.

Une révolte populaire

Le mouvement des « *gilets jaunes* » est apparu comme une révolte populaire contre des mesures politiques réglementant des aspects écologiques et sociaux. La réduction de la vitesse autorisée sur les routes de France puis la hausse d'une taxe sur le diesel (présentée comme une mesure de transition écologique, à quelques jours de la COP24) ont servi de révélateur à un profond sentiment

d'injustice, ressenti par les personnes obligées de prendre leur voiture pour travailler et se déplacer au sein des territoires ruraux et périurbains. Les premières réactions sur les réseaux sociaux ont rapidement fédéré des individus de multiples professions. Mais c'est en endossant les gilets jaunes de la sécurité routière, pour faire des barrages et occuper jours et nuits des ronds-points (en plein hiver), qu'une véritable coagulation sociale s'est produite, entre personnes isolées sur un même territoire. Des motards, des cadres commerciaux, des salariés, des retraités, des chômeurs, des artisans, des aides-soignantes, des commerçants, des routiers, des mères de famille... ont dénoncé publiquement la dégradation de leur pouvoir d'achat et de leurs conditions de vie. Ces rencontres locales ont été prolongées par des manifestations chaque samedi, à Paris et dans les centres des grandes villes, pendant plusieurs mois. Malgré des accidents mortels sur certains ronds-points et des violences parfois spectaculaires (envahissement des Champs Élysées et de l'Arc de Triomphe, incendie d'une préfecture en province, destruction de péages d'autoroute et de commerces), ce mouvement a été soutenu par plus de 60 % de la population dans les sondages. Le gouvernement a essayé de désamorcer la colère des « *gilets jaunes* » par le retrait de la taxe diesel et des mesures d'amélioration du pouvoir d'achat, fin décembre. Il a également lancé un « *grand débat national* » qui s'est déroulé au début de l'année 2019. Parallèlement à ces mesures d'apaisement, l'usage de la violence policière au cours des manifestations, les arrestations massives et les condamnations judiciaires immédiates, ainsi que la destruction des baraquements sur les ronds-points, n'ont pas découragé les participants. Cinq mois après son émergence, le conflit semble toujours en cours.

Une innovation démocratique... ou la manifestation de l'air du temps ?

Il y a plusieurs manières d'analyser ce mouvement. D'un côté, il semble émerger comme une véritable innovation démocratique, qui produit une nouvelle forme de cohésion sociale et des débats politiques. De l'autre, certaines de ses caractéristiques font craindre qu'il ne soit enserré dans une circularité idéologique, inscrite dans *l'air du temps*, empêchant toute évolution politico-économique.

La reconstitution des liens sociaux sur les ronds-points a produit des discussions passionnées, relayant et concrétisant les réseaux numériques. Un immense désir de fraternité, d'égalité et de respect s'est exprimé à cette occasion, créant des formes nouvelles de solidarité locale. En premier lieu, le mouvement a été ressenti comme une bouffée d'oxygène, face à la solitude vécue par des individus isolés chacun dans leur vie. Un grand nombre de « *gilets jaunes* » ont témoigné qu'ils avaient trouvé une seconde « *famille* » sur les ronds-points.

La parole libérée et le mélange des positionnements sociaux ont permis de faire monter en généralité les revendications, centrées d'abord sur l'usage de la voiture. Le refus des taxes a été élargi aux questions de justice fiscale, qui ont elles-mêmes dérivé sur des questions de justice sociale et territoriale. Les « *gilets jaunes* » ont refusé d'opposer les enjeux écologiques collectifs (la « *fin du monde* ») à leurs enjeux économiques individuels (les « *fins de mois* »). Les questions politiques sont rapidement devenues centrales dans le mouvement, par deux biais différents. En premier lieu, un rejet massif de la verticalité du pouvoir, ne prenant pas en compte les différences territoriales et sociales, s'est particulièrement exprimé. Ce rejet s'est centré sur la personne du Président de la République, mais s'est également traduit par une remise en cause du système représentatif et des élus, jugés trop loin du peuple. La question de la démocratie participative a été mise en avant, avec la promotion du RIC, référendum d'initiative populaire. En deuxième lieu, au

sein des « *gilets jaunes* » eux-mêmes, il a fallu s'organiser collectivement. Au-delà de la prise de conscience de la force du collectif et de la solidarité, une forme de démocratie directe s'est mise en place spontanément. La plupart des personnes impliquées ont fait preuve d'un véritable souci d'accueillir toutes les préoccupations des participant.e.s, sans les hiérarchiser ni les juger. Partout en France, des « *assemblées* » locales ont inventé de nouvelles formes d'expression, d'organisation et de représentation collectives. Une « *assemblée des assemblées* » tente de faire vivre et de structurer ce mouvement démocratique émergent.

« *La couleur jaune d'un gilet a rendu visibles les invisibles* » (E. Morin, 25 déc. 2018). Mais au-delà de l'espoir suscité par ce renouveau démocratique, qui a mobilisé de nombreuses personnes souvent abstentionnistes, il faut s'interroger sur la fascination qu'a exercée le mouvement et sur son efficacité effective. Un effet de sidération a traversé la société française, qui a semblé retenir son souffle, comme si un *non-dit* se trouvait brutalement révélé, remettant en cause le cœur même du système politico-idéologique en place. Par bien des aspects, le mouvement des « *gilets jaunes* » et l'accession à la Présidence de la république d'E. Macron présentent une forme de parallélisme. Une circularité semble s'exprimer, qui conduit à s'interroger sur la sortie de crise possible pour le gouvernement.

Wendy Brown considère que l'idéologie néolibérale a opéré une « *révolution furtive* » (Brown, 2018), menaçant « *les fondements mêmes des mondes sociaux* ». Son point de vue rejoint celui de nombreux auteurs, qui analysent les rouages sociocognitifs de notre système politique et économique actuel. Pour J.-L. Beauvois (2005), des discours récurrents maintiennent en place des « *illusions libérales* », bien loin des *idéaux* des Lumières. Ce phénomène particulier relève du mécanisme habituel des idéologies ou des théologies, qui créent des raisonnements *bouclés sur eux-mêmes*, ancrés sur des postulats inconscients, impossibles à remettre en cause (Deconchy, 1991). Ces bouclages s'appuient sur nos *désirs* les plus chers, ou sur nos *utopies* préférées, en les transformant progressivement en *vérités* impensées puis imposées, ou répétées comme des mantras protecteurs. Pour faire face à l'incertitude permanente de leurs perceptions et de leurs émotions, les êtres humains ont besoin de ces systèmes de références collectives solides, permettant à la fois d'appréhender leurs mondes écologiques et sociaux mouvants, et de justifier leurs systèmes juridiques et politiques locaux, qui stabilisent tant bien que mal leurs relations sociales. Ainsi, pour ce qui nous concerne, nous sommes désormais déclarés *libres, autonomes et responsables de nos propres vies*. Qui oserait se présenter autrement ? Nous sommes pétris de cette « *norme d'intériorité* », qui s'impose dès l'enfance et se diffuse dans la société, à travers la description et l'évaluation des personnes (Dubois, 1994). Nous oublions souvent d'analyser les contextes « *externes* » qui expliquent une bonne partie de nos actions, émotions et cognitions. Ce phénomène nous conduit lentement à oublier les structures mêmes de nos sociétés, leurs lois, leurs règlements et ceux qui les font... Pour A. Touraine (2001), le « *déclin de l'acteur social* » s'est amplifié, des années 1970 à 2000. Les êtres humains se sont progressivement « *évidés* » de toute référence, psychologique, territoriale ou sociale, comme s'ils avaient peur de se reconnaître « *dépendants* » de leur propre milieu ou de leur propre inconscient. Ces « *Sujets vides* » semblent se créer eux-mêmes, au cours de leur vie sans attache, dans des focalisations partielles, instantanées et successives. Certes, nous dit l'auteur, ces individus nouveaux peuvent « *reconstruire du social* » en se reconnaissant mutuellement dans « *leur droit à être eux-mêmes* » et leurs focalisations particulières..., mais la question de la « *violence* », « *de la vie et de la mort* », peut ressurgir à leur insu, dans leurs centrations individuelles et corporelles instinctives. Car le *réel* finit toujours par détruire les fondements imparfaits des croyances partagées. Les sociétés capitalistes occidentales,

bloquées dans leurs contradictions écologiques et sociales, semblent se trouver à ce moment crucial. Malgré les crispations des groupes sociaux au pouvoir, qui défendent soigneusement les références idéologiques ou théologiques justifiant leurs positions, les évolutions écologiques et démographiques de la planète et de l'humanité bousculent les ordres anciens et obligent à reconstruire des accords sociaux nouveaux. Il est facile de dénoncer les imperfections et les invraisemblances des idéologies ou des théologies des autres peuples, ou des sociétés passées. Mais il est plus difficile de reconnaître les erreurs qui se glissent dans nos points d'ancrage quotidiens. Nul ne peut prédire comment il nous sera possible de sortir de l'idéologie néolibérale, d'autant plus qu'elle s'appuie sur les sciences de la complexité, de la relativité et des incertitudes... et maintenant sur la diffusion des « *fake news* » et sur la stratégie du « *chaos* ».

Dans le « bras de fer » observé entre les « *gilets jaunes* » et le Président de la République, le parallélisme des références est constaté à plusieurs niveaux. Que ce soit dans sa campagne électorale, dans la constitution de son mouvement politique « *En Marche* » ou dans ses discours en tant que Président (ses appels constants à la « *responsabilité* » des individus), E. Macron s'appuie sur l'idéologie néolibérale. A l'aide de la psychologie libérale dominante, il a recruté sans peine de jeunes députés novices, intellectuellement bien formés (ou déformés). Tout à leur nouvelle tâche, ces derniers semblent indifférents à l'autoritarisme de leur propre chef et à sa négligence des corps intermédiaires, y compris des institutions représentatives, nationales et territoriales. Ils se refusent à voir l'absence de démocratie dans leur propre parti, et ne s'interrogent pas vraiment sur les réseaux sociaux et financiers qui ont soutenu la campagne présidentielle. Cet aveuglement s'explique aisément, du fait même qu'ils ont dû « *s'engager* » (au sens de la « *théorie de l'engagement* ») pour avancer les frais de leur propre campagne électorale. Pour diriger sa « *startup nation* », le Président s'appuie sur des manipulations *sociocognitives* enseignées dans les écoles de commerce. Mais la fascination qu'il exerce s'explique peut-être également à cause de son aspect *prototypique*. Il illustre en effet parfaitement « *l'autocréation* » du *Sujet* « *vide* » du XXI^{ème} siècle, qui ne s'autorise que de lui-même, dans son propre cheminement. Alain Touraine l'a décrit en 2001 sans le connaître, dans une phrase saisissante. « *Cette création de soi repose à la fois sur l'angoisse de se perdre, et sur le sentiment jubilatoire de la présence de soi à soi, quand rien ne s'intègre entre le corps, le regard, la parole et la présence éblouissante de soi à soi* »...

Les « *gilets jaunes* » peuvent, eux aussi, être considérés comme exemplaires des *Sujets* « *vides* » du XXI^{ème} siècle, emplis de leur propre vie, sans références sociales quand ils débent le mouvement. Ils s'adressent, en tant que *Personnes*, directement au Président de la République, en tant que *Personne*. Ce phénomène inédit, d'individus à individu, peut être analysé comme l'activation du nœud central de l'idéologie *individualisante* qui travaille en permanence tous les cerveaux occidentaux (et désormais mondiaux). C'est sans doute ce phénomène qui sidère la société française. Comme dans le conte, l'enfant s'écrie « *l'empereur est nu !* » et son premier cercle ne sait que répondre, face à cette évidence que chacun s'efforce de cacher. Mais, dans le cas qui nous intéresse, l'empereur est-il dupe de l'idéologie qu'il manipule ? Il réorganise un « *grand débat* », pour réactiver les croyances démocratiques qui l'ont porté au pouvoir. Mais, parallèlement, en bon libéral qui connaît les bases de *l'État gendarme*, il fait appel à la police et à la justice (voire à l'armée), pour contenir physiquement le peuple en colère.

Vus sous un autre angle, les « *gilets jaunes* » ne sont pas seulement des « *invisibles* » qui surgissent dans l'espace public. Ce sont, en premier lieu, des êtres *libres, autonomes et responsables de leur propre vie*, qui travaillent, qui payent leurs impôts et ne demandent pas d'aides de l'État. Ils ne se

considèrent pas à travers leurs positions sociales ou leurs professions. Ils s'unissent dans leur propre perception d'eux-mêmes, dans une demande fondamentale de respect individuel. En cela, ils répondent aux petites phrases méprisantes d'E. Macron, accumulées depuis son élection. Leurs revendications s'ancrent immédiatement dans un discours et des pratiques de démocratie directe. Elles interrogent le Président sur ses promesses électorales, sur la démocratie participative qu'il a affichée quand les militants d'En Marche construisaient son programme en interrogeant la population, « *chemin faisant* ». Un autre parallélisme est manifeste, entre les « *gilets jaunes* » et Emmanuel Macron. Leur individualisme souverain les conduit à négliger l'existence des structures sociales nécessaires au bon fonctionnement des sociétés. Ni eux ni lui ne semblent capables de prendre en compte la démocratie représentative, le parlement et les assemblées territoriales élues, les partis politiques, les syndicats, les associations, etc. On reproche aux premiers leur incapacité à choisir des *représentants* (pour parler aux médias, pour rencontrer le gouvernement ou pour créer un parti politique) mais le Président lui-même continue de négliger les structures institutionnelles existantes, y compris quand il organise le « *grand débat* ». Enfin, dans cette lutte inégale entre *acteurs non sociaux* du XXI^{ème} siècle, on peut noter un autre parallélisme, plus inquiétant. D'un côté comme de l'autre, la tentation d'user de la violence est présente.

Nul ne sait actuellement comment la société française sortira de cette crise. On peut craindre que la circularité idéologique inscrite dans les consciences empêche toute innovation véritable. Le Président a tenté de reprendre la main sur le mouvement en organisant un « *grand débat démocratique* ». Cependant, à l'occasion de ce débat, fidèle à lui-même, il s'est mis en scène de manière « *éblouissante* », dans des rencontres sociales multiples, durant parfois plus de six heures, en répondant « de *personne à personne* » aux intervenants présents. De leur côté, les « *gilets jaunes* » ont boycotté le « *grand débat* », en dénonçant le caractère fermé des quatre questions posées et l'encadrement du dépouillement des réponses par le gouvernement (au mépris des règles de la Commission du Débat Public). Avec l'aide de chercheurs en sciences sociales, ils ont organisé un « *vrai débat* », sur un autre site internet et dans les territoires, en l'ouvrant à tous les thèmes de discussion. Dans les deux cas, les résultats des consultations (des milliers d'idées à synthétiser) restent des données partielles, relatives aux personnes qui se sont exprimées. Et une forme d'*éblouissement* existe également chez les « *gilets jaunes* », vis-à-vis de leur propre mouvement, devenu une fin en soi pour certains.

Une innovation territorialisée ?... mais « où atterrir ? » (Latour, 2017)

Le mouvement des « *gilets jaunes* », en émergeant *par le bas*, dans les territoires ruraux et périurbains en voie de paupérisation, et en se déplaçant *vers le haut*, dans les riches centres-villes des métropoles, a mis en tension l'ensemble du territoire de la société française. D'une certaine manière, cette innovation démocratique territorialisée a posé clairement la question de « *l'atterrissage* » des systèmes politiques et économiques actuels, désencastrés du social et de l'écologique. Mais cet aspect territorial a paru régresser au cours du mouvement, dans la montée en généralité des revendications des « *gilets jaunes* », alors même que le Président organisait un tour de France des régions pour réinvestir les territoires négligés.

Dans un premier temps, l'expression territoriale du conflit des « *gilets jaunes* » a particulièrement bien révélé les inégalités de développement entre villes et campagnes, entre territoires qui gagnent

et territoires qui perdent, etc. Pour certains observateurs, la « *diagonale du vide* » de la géographie économique et sociale française se retrouve dans la localisation des ronds-points occupés. La verticalité uniforme des mesures gouvernementales concernant la limitation de vitesse et la taxe sur le diesel a été déterminante dans l'émergence du mouvement social, face à l'horizontalité des territoires et des conditions de vie. Les déplacements en voiture expriment la contrainte physique et budgétaire rencontrée par de nombreuses familles établies en zones périurbaines. Les couples travaillent souvent dans des lieux différents, et parfois loin de leur lieu d'habitation. Cette question se pose de manière plus cruciale encore, dans certains territoires ruraux, où l'accès aux services privés et publics devient de plus en plus lointain. La désertification des campagnes induit la fermeture des commerces locaux, des écoles primaires et des services publics, et l'absence de médecin. Un mouvement de fermetures de maternités et de tribunaux frappe également des villes moyennes. Les « *gilets jaunes* » ont révélé un malaise territorial et social global, renseigné par de nombreuses études et depuis longtemps dénoncé par les maires des petites communes.

En organisant son « *grand débat national* » de manière « *territoriale* », E. Macron a semblé vouloir « *atterrir* » et quitter son mode de gouvernement vertical, qui négligeait aussi bien les spécificités des territoires locaux que l'existence des corps intermédiaires dans la société. Dans de grandes réunions régionales, il a engagé le dialogue avec des maires de communes variées, réunis pour l'occasion. En France, les communes peuvent aller de 150 à plus de 500 000 habitants. Les exposés des maires, parlant de leurs problèmes de développement local devant le Président, leurs collègues et l'ensemble des Français, ont permis l'expression des inégalités sociales et territoriales. Ce moment étonnant, retransmis par les chaînes de télévision en continu, peut lui aussi être considéré comme une innovation démocratique territorialisée. Il s'est révélé très intéressant et souvent émouvant. Mais l'omniprésence du Président sur les chaînes de télévision a fini par être perçue comme une campagne électorale : elle a été dénoncée par les partis d'opposition. Enfin, rien ne dit que cette mise en scène d'un pseudo « *apprentissage collectif* » ne débouche sur des mesures gouvernementales concrètes et adaptées à chaque territoire. Le jeu des questions-réponses ne permettait pas un véritable débat. Le discours du Président, tout en écoutant « *la part de vérité de chacun* »... restait souvent du type « *l'État ne peut pas tout* », « *il n'y a pas d'alternative* », « *il faut vous prendre en charge localement* »... Pour E. Macron, c'est l'Union européenne le territoire le plus propice à l'organisation d'un système politico-économique nouveau, capable de faire face à la fois à la compétition internationale, au changement climatique, aux migrations et aux tentations de replis nationalistes.

Chez les « *gilets jaunes* », les réunions locales sur les ronds-points ont été rendues plus difficiles, car les baraquements ont été détruits par les autorités. La montée en généralité des revendications démocratiques, associée à l'impact médiatique des manifestations, a détourné l'attention des aspects économiques et sociaux territoriaux. Dans une interview au média en ligne « *Reporterre* », B. Latour reprend l'idée de son dernier ouvrage, en constatant que les « *cahiers de doléance* » produits par les « *gilets jaunes* » en 2019 ne sont pas aussi précis que ceux de 1789. À cette époque, les paysans locaux étaient capables de nommer les acteurs sociaux qui exploitaient leur travail et les accablaient de taxes. Désormais, les vies locales dépendent du monde entier. Les salariés des petites entreprises se sentent proches des problèmes de leur patron. Et la réunion de professions très différentes ne permet pas aux « *assemblées* » locales des « *gilets jaunes* » de se centrer sur les relations socio-économiques dans les territoires vécus. La volonté de rester unis et la politisation spontanée des débats fait « *décoller* » des aspects concrets pour aborder des sujets généraux (pouvoir d'achat, fiscalité, démocratie). Pour les « *gilets jaunes* », l'État apparaît à la fois comme

le *bouc émissaire* de tous les problèmes vécus et le seul recours, le seul interlocuteur face aux forces invisibles du marché et des réseaux économiques et financiers mondiaux. Le territoire national reste le cadre privilégié de la vie commune, malgré les différences territoriales et quelques tentations régionalistes (visibles à travers les drapeaux dans les manifestations).

D'une certaine manière, les aspects territoriaux les plus locaux et concrets semblent s'évanouir et disparaître, au cours des discussions, comme si la réalité matérielle et corporelle des vies humaines, ancrées dans des territoires géographiques et écologiques particuliers, se trouvait toujours repoussée dans la *nature*, non incluse dans la *culture* des sociétés démocratiques. La dilution des questions écologiques dans les questions sociales et politiques a été amplement décrite par les sociologues de l'environnement, dans les années 1990-2000. Peut-être faut-il désormais ajouter à ce constat la disparition des questions économiques quotidiennes dans les débats publics, du fait même de la disparition des « *acteurs sociaux* » ? Cependant, ces phénomènes de « *décollage* » de la réalité vécue n'ont qu'un temps. À un moment ou à un autre, les aspects écologiques, économiques et sociaux redeviennent cruciaux, et se manifestent à la fois physiquement et symboliquement.

Les territoires, lieux des confrontations écologiques, économiques, sociales et politiques : « *Nous n'avons jamais décollé...* » (Mermet, 2018)

Le mouvement des « *gilets jaunes* » illustre pour moi la « *double dialectique nature-culture* » décrite par J. Gagnepain (1994), active dans les corps-cœurs-esprits des êtres humains, comme dans les sociétés. Pour ce linguiste-anthropologue, la *culture* est avant tout un phénomène psychique de négation et d'abstraction, qui annule certains éléments du réel pour accroître l'efficacité humaine, en établissant des catégories et des discontinuités dans l'infini et l'indéfini du monde environnant et de la vie ressentie. Mais la *nature*, interne et externe aux êtres humains, reste toujours présente dans les « *médiations* » nature-culture établies à travers les gestes ou les discours. Les difficultés de la vie quotidienne, inscrites corporellement et horizontalement dans des territoires plus ou moins vastes, font resurgir les aspects écologiques et économiques vitaux, qui contraignent les individus à s'adapter ou à réagir. Leurs points de vue se modifient, à partir de leurs propres visions culturelles déjà installées, dans un double phénomène dialectique nature-culture. L'un est interne et profond, implicite et invisible ; l'autre est externe et manifeste, observable dans les comportements qui modifient l'environnement et les êtres humains eux-mêmes (Gagnepain, 1994). Ainsi, d'une certaine manière, les êtres humains ne peuvent jamais s'extraire de la nature. Comme le remarque L. Mermet (2018), en paraphrasant malicieusement B. Latour, « *nous n'avons jamais décollé...* ».

Cette « *double dialectique nature-culture* », à la base même de la créativité individuelle, doit être croisée, selon moi, avec une seconde « *double dialectique* » qui régit les relations « *individus-sociétés* » (Kergreis, 2018). Car les groupes humains préexistent aux vies individuelles, dans leurs formes à la fois naturelles et culturelles. Des aspects juridiques, politiques et idéologiques régissent les relations humaines et les relations écologiques et territoriales. Les vies individuelles s'autonomisent partiellement et contradictoirement des influences sociales, tout en restant insérées dans ces structures sociétales qui évoluent lentement. Cette dialectique souterraine se double d'une seconde dialectique plus visible, celle qui oppose les intérêts individuels à la nécessité vitale de

construire des groupes humains reproducteurs, solidaires et protecteurs, pour assurer l'avenir de l'humanité.

Sur chaque territoire de la planète, les individus rencontrent non seulement des contraintes écologiques et environnementales, mais également des contraintes sociales et sociétales. Les « *gilets jaunes* » se trouvent confrontés à ces doubles contraintes. Dans leurs volontés de changement et d'adaptation, il leur faut mettre en place une véritable force collective pour affronter ces contraintes. Leurs rencontres sur les ronds-points, en créant des phénomènes d'entraide et de solidarité, peuvent déboucher sur des innovations socio-économiques et politiques locales. Ces rencontres sont soutenues par certains maires, qui acceptent la création de « *maisons du peuple* ». Mais dans d'autres cas, au contraire, des potentats locaux, économiques et/ou politiques, se sentent menacés par cette créativité débordante. Les territoires ne sont pas des « pages blanches », où des rencontres nouvelles pourraient écrire l'avenir commun, sans se préoccuper des forces sociales déjà présentes. Celles-ci sont à la fois locales et mondialisées, et leurs imbrications complexes créent des réactions en chaîne, *dans les deux sens*, sur tous les territoires.

Le programme de recherche interdisciplinaire « *Concertation, Décision, Environnement* », animé par L. Mermet de 2000 à 2010, n'a pas démontré l'efficacité de la démocratie participative, en ce qui concerne la protection de l'environnement. Par contre, il a documenté la diffusion rapide de ce nouvel impératif démocratique, et les difficultés rencontrées par les chercheurs pour cerner les processus complexes en cours. L'organisation des concertations continue de se généraliser, tandis que les réseaux socio-économiques dominants poursuivent leurs affaires, au sein de la planète comme dans les territoires les plus proches. L. Mermet constate en 2018 qu'il existe un « *refoulement des questions distributives* » dans les sociétés démocratiques actuelles (et dans l'invocation de la *démocratie écologique mondiale*, prônée par B. Latour). Il note que la promotion des concertations s'effectue en considérant que les accords sociaux seront obligatoirement « *intégratifs* », « *gagnant-gagnant* »... Mais les fonctionnements socio-économiques nécessitent généralement des *négociations* d'intérêts divergents, qui rendent les décisions difficiles et les accords finaux souvent déséquilibrés. La question du partage des ressources, des coûts et des gains est passée sous silence, aussi bien dans les discours courants que dans de nombreux débats (et dans certaines recherches). Cette mise à l'écart des aspects *distributifs* a un rôle dans la gestion politique des conflits. Elle permet de traiter ces questions *socio-économiques* en dehors du débat public. J'ai personnellement observé ce phénomène dans les concertations agri-environnementales que j'ai étudiées, entre 2000 et 2004, en Bretagne. Et cela semble encore vrai dans la crise des « *gilets jaunes* ». Dans les discussions sur le pouvoir d'achat, le rôle des entreprises et des banques est peu abordé (ou peu relayé dans les médias). Les réseaux économiques et financiers ont été maintenus hors du « *grand débat national* », grâce aux quatre questions imposées (fiscalité, services publics, transition écologique, démocratie). Les inégalités sociales et territoriales ont peu de chance d'être traitées si on ne parle pas des mécanismes économiques et sociaux qui les créent.

Dans les sociétés capitalistes et démocratiques actuelles, le refoulement (ou le déni) des facteurs *socio-économiques* va de pair avec l'oubli courant (ou le déni) des facteurs *écologiques* nécessaires à la production (nécessaire à la survie de la population), et des facteurs *territoriaux*, déterminants dans les conditions de vie. À ce sujet, la crise des « *gilets jaunes* » s'exprime comme un *retour du refoulé, écologique et territorial*. Elle prend naissance dans des aspects *naturels*, corporels et physiques, directement liés à des aspects énergétiques et géographiques, à travers les *temps* de déplacement (qui sont aussi des temps de vie *perdue*), en jeu dans la baisse de la vitesse autorisée.

Le *coût* des déplacements (la taxe qui vient s'ajouter à la montée du prix de l'essence) est également ressenti en rapport avec *la longueur* des déplacements. Le fait que les « *gilets jaunes* » se révèlent très sensibles aux questions écologiques peut s'expliquer par leur conscience aiguë des aspects corporels et territoriaux de leur vécu quotidien. On observe donc une contradiction apparente : un positionnement spontanément écologique et territorial, traduit en termes économiques individuels, doublé d'un manque de prise en compte des facteurs *socio-économiques*, relatifs au partage des gains et des pertes. Ce positionnement nous informe sur la nouvelle donne idéologique, *naturaliste et individualiste*, inscrite dans *l'air du temps*. Les revendications exprimées émergent directement des individus et de leurs ressentis corporels. Elles partent de la *nature*, pour venir interroger la *société* dans son ensemble. Elles ne se réfèrent pas aux conditions *sociales*, mais plutôt aux conditions *territoriales*. Mais cette prise de conscience *écologique* ne règle pas la question *sociologique*.

Car une autre forme de refoulement, ou de *non-dit*, accompagne le déni courant des questions socio-économiques et écologiques dans les discours communs. Il concerne l'existence même des structures juridiques et politiques des sociétés, qui organisent l'*appropriation* des territoires et des ressources, partout dans le monde. Dans les concertations que j'ai suivies, concernant les multiples usages de l'espace rural, le *droit de propriété* (privé ou public), base du système capitaliste, est apparu comme l'ultime recours (la *solution de rechange*, en cas d'échec de la *négociation tacite*). Il faut noter que jamais il n'en a été question dans les discussions. Il a été utilisé directement sur le terrain, dans certains choix d'action. Ou bien il s'est trouvé activé implicitement, de manière sociocognitive, dans le cerveau des participants à l'issue des discussions, quand les décisions menaçaient leurs propres intérêts (Kergreis, 2004). La plupart des territoires de la planète sont *appropriés* et défendus, physiquement, juridiquement ou symboliquement, de manière privée ou publique, par des individus, des groupes, des entreprises ou des nations. C'est en ce sens que l'on peut également comprendre le « *nous n'avons jamais décollé...* ». Pour vivre ensemble sur la Terre, B. Latour invoque la nécessité d'une démocratie écologique et territoriale mondiale (humains et non humains confondus). Mais il n'explique pas clairement que les territoires et les ressources sont *déjà* appropriés. D'une certaine manière, il persiste dans le « *déni du déjà-là* », pointé par J. Dewitte en 2001, concernant le « *constructivisme, comme manifestation de l'esprit du temps* ». Par contre, dans leurs intuitions spontanées, les « *gilets jaunes* » ne s'y trompent pas. Leur mouvement a acquis une force d'impact symbolique et politique immédiate, à ses débuts, en *envahissant* les territoires tacitement appropriés par les élites : les Champs Élysées, les riches centres-villes. Ainsi, c'est *territorialement*, dans une inscription corporelle et physique, qu'ils sont venus revendiquer plus de justice économique et sociale. Mais cet ancrage dans la *nature* s'accompagne d'un risque de dérapage dans la *violence*, tant il est question « *de vie et de mort* » dans les aspects économiques et écologiques sous-jacents. L. Mermet (comme B. Latour) constate que nous entrons dans une nouvelle phase du capitalisme. Le fait que les États-Unis et la Grande-Bretagne, chantres du libéralisme économique, se replient sur eux-mêmes, annonce le retour des « *questions distributives* » à l'échelle de la planète. Face au *monde plein* et à la finitude d'un certain nombre de ressources, l'enjeu du XXI^{ème} siècle semble devenir de plus en plus *territorial* et *écologique*. Il s'agit de savoir qui va s'approprier les terres fertiles, l'eau potable, l'énergie, les métaux rares, etc., pour garantir l'avenir de sa propre famille ou de sa propre société. Les classes dominantes actuelles, adossées à un modèle social hiérarchique incapable d'évoluer, semblent considérer *qu'il n'y en aura pas assez pour tout le monde*. Pour L. Mermet, le Président des États-Unis D. Trump n'est ni irrationnel, ni imprévisible. Il utilise toutes les facettes des « *théories de la négociation* » pour contraindre ses divers adversaires à accepter ses conditions.

Comment lutter contre les glissements furtifs de l'idéologie néolibérale ?

Les « *gilets jaunes* » semblent révéler la contradiction fondamentale des sociétés capitalistes démocratiques. Ils mobilisent spontanément les théories libérales humanistes, promouvant la liberté des individus, les droits de l'homme et la démocratie, pour dénoncer un ordre économique et social injuste, qui accroît les inégalités. Mais celui-ci est mis en place à partir des mêmes croyances et des mêmes valeurs. La « *loi de la concurrence pure et parfaite* » (la *loi de la jungle* en économie) s'appuie sur la promotion de la liberté, de l'autonomie et de la responsabilité des individus. Cette contradiction fondamentale provoque une forme de blocage qui peut conduire à la violence, du côté du mouvement comme du côté du gouvernement, dans ses réponses policières.

La disjonction entre les idéaux démocratiques et la réalité socio-économique a semblé s'élargir, ces dernières années, au fur et à mesure que l'ordre mondial injuste et anciennement colonialiste s'est transformé, et que les soutiens *culturels* des structures sociales anciennes se sont délités dans les esprits. Les États, qui conservent un rôle déterminant dans le fonctionnement du système capitaliste, se trouvent menacés de l'intérieur par les glissements idéologiques du néolibéralisme. En se centrant uniquement sur les individus, les discours actuels occultent l'existence intrinsèque des mondes sociaux (les lois, les règles et l'ensemble des organisations contraignantes de la vie collective, garante de l'avenir). Les États sont également menacés de l'extérieur, par certaines entreprises mondialisées qui cherchent à établir un nouvel ordre juridique à l'échelle de la planète. Comment faire face à l'installation de ce « *moyen âge planétaire* », décrit par Edgar Morin ? Comment empêcher que les individus, affirmés seuls au monde face à des adversaires invisibles, ne fassent allégeance à des communautés protectrices fermées (religieuses, ethniques, territoriales ou nationales) ou à quelque grand seigneur, disposant d'armes diverses pour anéantir les autres ?

Il faut s'attacher à repérer et documenter les glissements idéologiques actuels, dans les confusions de *l'air du temps*. J.-P. Deconchy, dans une conférence exposée en 2002 bien avant les *fake news*, différenciait les « *croyances ordinaires* » des « *croyances idéologiques* » en expliquant que ces dernières sont toujours basées sur une forme ou une autre « *d'impossibilité affirmée* ». C'est leur caractère « *incroyable* » qui attire et fixe l'attention et provoque la mise en place d'une « *circularité cognitive* ». L'esprit y revient constamment, pour s'interroger : est-ce que cela peut être vrai ? Pour peu que la croyance en question s'appuie sur un idéal partagé (la liberté individuelle, par exemple) et promette le bonheur (ou la vie éternelle...), on peut saisir pourquoi les êtres humains adoptent des systèmes de pensée étonnants, sans en voir les contradictions ou les aspects irréels. Leurs focalisations semblent ridicules, vues de loin, mais des systèmes sociaux « *orthodoxes* », usant parfois de la violence physique ou symbolique, renforcent quotidiennement ces *croyances incroyables*, au cas où nous viendrions à en douter. Dans les systèmes libéraux, selon J.-P. Deconchy, les individus sont laissés seuls face à la répétition des discours courants. L'individu démocratique, décrit comme *libre, autonome et rationnel*, développe une forme de « *fatigue cognitive* » particulière à rechercher seul la vérité, ce qui réduit paradoxalement ses capacités de raisonnement. Les glissements idéologiques actuels sont stupéfiants, quand on y pense. Désormais on le décrète *responsable de sa propre vie et responsable du monde entier*, au moment même où les sciences le décrivent comme *irrationnel et pétri d'émotions*. L'idéologie dominante ne s'inquiète pas de ses propres contradictions, puisque c'est son caractère *impossible* qui crée son attrait psychique. Quand on ajoute à la « *fatigue cognitive* » la « *fatigue d'être soi* » (Ehrenberg, 1998) on comprend que les individus postmodernes, envahis désormais de *fake news*, puissent se

raccrocher à des religions ou à des gourous divers, à un chef autoritaire ou à l'illusion d'une unité collective face à un ennemi désigné... Ainsi, malgré les progrès techniques allégeant la fatigue physique, la douleur et la peur de la mort dans les sociétés développées, d'autres types de fatigues, cognitives et psychiques, semblent avoir pris le relais pour maintenir les individus dans des mécanismes de domination et d'aliénation, en les empêchant d'analyser clairement leurs positions sociales.

Il est impossible de dire actuellement si la crise des « *gilets jaunes* » peut déboucher sur une prise de conscience collective des incohérences actuelles. La remise en question des élites politiques peut déboucher sur une remise en question des élites médiatiques, puis des élites économiques, mais le désir de richesse induit pour l'instant une forme de fascination pour la richesse. Par ailleurs, il semble difficile de lutter contre les discours idéologiques centraux, basés sur la complexité, la relativité et les incertitudes. Une forme de « *circulez, il n'y a rien à voir... c'est trop compliqué pour vous* » semble dominer les sociétés modernes. Ce nouvel obscurantisme est créé de toutes pièces, car il est à la base de l'établissement des pouvoirs sociaux, religieux ou autres... Bien que les « *gilets jaunes* » se dressent courageusement face au « mépris de classe » des élites actuelles, il est difficile d'imaginer comment y faire face. Il faudrait réhabiliter et vulgariser les démarches scientifiques, en définissant leurs liens et leurs différences avec les utopies et les idéologies, pour aider les citoyen.ne.s à se repérer dans la multiplicité des discours et pour contrer les « *illusions libérales* » diffusées en boucle...

Les valeurs qui donnent sens à nos vies humaines

La crise des « *gilets jaunes* » fait naître un espoir parce qu'elle semble porteuse des trois valeurs *intrinsèques*, quasiment *naturelles*, qui assurent la vie humaine sur la planète. Si ces valeurs, spontanément ressenties, pouvaient être traduites *culturellement* en valeurs sociales nouvelles, elles pourraient redonner un sens aux vies individuelles et organiser des sociétés plus pacifiques, égalitaires et solidaires. L'énergie particulière contenue dans le mouvement, sa générosité, sa popularité et sa durée, en font la base d'une véritable innovation. Mais encore faut-il que le gouvernement saisisse la triple inquiétude vitale qui s'exprime, et tente d'y répondre *réellement*, dans une évolution politique, juridique et idéologique concrète.

La première des valeurs portée par le mouvement, c'est la valeur phare de nos sociétés démocratiques, la valeur accordée à chaque être humain. On y trouve une double exigence de *respect* et de *protection*, quels que soient les origines, le genre ou les particularités naturelles et culturelles des individus. Cette valeur concerne les « *droits humains universels* ». Pour les « *gilets jaunes* », et pour des millions de personnes dans le monde, ces droits sont d'abord économiques et vitaux. Ils concernent la « *fin du mois* », quand l'alimentation devient menacée. Mais ils ne suffisent pas à résumer les aspirations des personnes qui s'expriment. Les revendications et les expérimentations démocratiques des « *gilets jaunes* » mettent en évidence la complexité de cette valeur attachée aux individus. Je la qualifie de « *personnologique* » (Kergreis, 2018), pour la différencier des valeurs individualistes, purement égoïstes et concurrentielles. Aucun être humain ne vit seul dans la nature. Chaque « *personne* » est construite culturellement et socialement, dans un groupe humain qui l'inclut. La valeur qu'elle recherche pour elle-même et qu'elle accorde aux autres personnes rencontrées se trouve directement reliée à la qualité des relations humaines

vécues. Ainsi, la liberté ne va pas sans l'égalité et la fraternité, tout comme la démocratie ne peut pas exister sans la justice. La valeur de l'existence humaine se construit dans l'altruisme, la solidarité et la paix, et se trouve menacée dans les situations inverses. De ce fait, l'ensemble des valeurs qualifiées de *sociales* apparaissent comme des valeurs destinées en premier lieu à préserver la qualité de vie des *individus*. Le « *vivre ensemble* » promeut en premier lieu le bonheur individuel comme projet de société. Il ne dit pas comment assurer la poursuite de la vie humaine sur la planète...

La deuxième grande valeur mobilisée dans le conflit des « *gilets jaunes* », exprimée sous le terme de « *fin du monde* », concerne une autre forme de menace *vitale*, ressentie parfois individuellement face à la dégradation des milieux de vie. Les scientifiques alertent depuis longtemps sur la nécessité de préserver le climat, les sols, les ressources, l'eau, l'air et la biodiversité, qui assurent l'existence de la vie sur la planète. Cette valeur « *écologique* » peut être clairement différenciée des autres valeurs, individuelles et sociales, si on considère « *le maintien de la Vie sur Terre* » indépendamment de la vie des êtres humains. Cela revient à définir une « *valeur intrinsèque de la nature* », qui fait débat, philosophiquement et politiquement. Quoiqu'il en soit, la protection de la biodiversité est désormais mise en avant, par principe de précaution, pour assurer l'avenir de l'humanité. Pour ma part, il me semble intéressant de promouvoir une valeur « *écologique* » intrinsèque, car les sociologues de l'environnement ont démontré que les « *intérêts de la nature* » sont souvent oubliés au profit des intérêts individuels ou sociaux, malgré les efforts des associations qui les portent.

Enfin, une troisième inquiétude vitale s'exprime, selon moi, dans le mouvement en cours. Elle traite de l'existence d'une troisième valeur, *intrinsèquement sociale*, plus difficile à définir et à nommer, dans les sociétés individualistes du XXI^{ème} siècle. Cette valeur « *sociologique* » (Kergreis, 2018) explique peut-être la durée du conflit et le soutien de l'opinion publique. Au début de cette crise, une historienne a comparé les « *gilets jaunes* » aux « *sans culottes* » de la révolution française. Comme en 1789, les personnes impliquées sont des « *hommes faits* », des « *travailleurs* », des « *pères de famille* ». Dans le mouvement de 2018, la présence des « *mères de famille* » a été très remarquée, ainsi que celle des « *retraité.e.s* », bien souvent pères et mères de famille. Ce qui s'exprime, à cette occasion, ce n'est pas seulement une revendication immédiate pour de meilleures conditions de vie, c'est également une angoisse sourde pour l'avenir, une forme de crainte pour « *l'avenir des enfants* »... Au-delà du désespoir de ne pas faire vivre dignement sa famille, les personnes réunies se projettent dans le temps, dans la poursuite d'une vie humaine digne d'être vécue. Actuellement, de nombreux adultes, jeunes et vieux, se trouvent confrontés *réellement* à la régression des services publics dans leur territoire de vie, à la misère, au chômage ou au déclassement, à des maisons de retraites maltraitantes et/ou trop chères. L'angoisse ressentie ne traite pas seulement du quotidien, ou de l'avenir des individus présents, mais également de l'avenir de leurs enfants et de leurs parents vieillissants, et plus globalement de l'avenir de la société telle qu'ils la souhaitent. Pour moi, la crise des « *gilets jaunes* » exprime la question *temporelle* et *collective* inscrite dans les sociétés humaines, question non traitée par le « *vivre ensemble* » du « *chemin faisant* »... Cet aspect fondamental de la vie en commun touche à la reproduction de la vie humaine, sous sa forme *naturelle* et *culturelle*. La valeur en jeu transcende les individus. Au niveau naturel, elle contient un impératif problématique pour eux, car assurer l'avenir de ses enfants, c'est *donner la vie* sans espoir de retour, au niveau corporel et temporel... Mais au niveau culturel, l'enjeu vital ressenti par l'individu se projette sur ses enfants ou sur ceux des autres, et sur le groupe solidaire et protecteur qui assure la continuité de la vie humaine locale. Une forme

d'immortalité se joue dans cette dynamique énergétique particulière, qui peut s'inscrire dans une entité plus vaste (Dieu, l'Humanité, la Vie, etc.). La valeur « *sociologique* » traite de *l'humanité* reçue à la naissance, ressentie par chacun et chacune sa vie durant, et léguée à ses enfants. Cette *question sociale primordiale* s'inscrit obligatoirement dans une communauté reproductrice solidaire, qui assure la reconnaissance et la poursuite de la vie de chacun.e, et spécialement l'intégration et la protection des plus fragiles. La cohésion sociale (la « *question sociale* » habituellement traitée) apparaît comme un *moyen*, mis au service d'un objectif collectif plus vaste, *la poursuite de la vie humaine*. La valeur *intrinsèque* en jeu concerne la valeur des « *générations futures* » reconnue comme fondamentale à Rio, en 1992. Cette valeur « *sociologique* » ne peut pas être réduite à sa version *naturaliste* (la survie de l'humanité en tant qu'espèce... ou plus souvent, implicitement, la survie de ses enfants, de son clan, de son groupe, etc.). Elle ne peut pas non plus être confondue avec la valeur « *écologique* » (le maintien de la vie sur terre... pour l'humanité...). Elle ne se réduit pas aux valeurs qui s'adressent au « *vivre ensemble* » (qui concernent le bien-être individuel). Il s'agit de « *se reproduire ensemble* », de garantir ensemble la poursuite de la vie humaine, considérée *culturellement*. Cette valeur ne peut pas être réduite aux seuls faits « *identitaires* » et « *communautaires* », qui concernent encore souvent les individus eux-mêmes. Elle fonde un fait sociologique spécifique, « *humanitaire* » au sens d'un *don gratuit* fourni à un autre que soi, sans « *donnant-donnant* ». Car cette valeur qui assure la survie de l'espèce dépasse les individus et leur impose une perte de valeur, en termes énergétiques et vitaux... Ce *don gratuit* se retrouve à l'œuvre dans toutes les sociétés, sous de multiples formes (y compris dans la citoyenneté) mais il est souvent implicite dans la vie courante, et particulièrement dénié dans les sociétés promouvant l'individualisme. Seule une projection imaginaire dans la vie de ses propres enfants, de son propre groupe ou de l'humanité toute entière, peut aider l'individu à supporter cette forme d'abnégation de lui-même. On comprend aisément le risque de détournement d'une telle valeur : s'en tenir à l'instinct *naturel* (celui des parents qui privilégient la vie de leurs enfants, de leur famille ou de leur clan...) ou à l'instinct *culturel* (celui qui protège son ethnie, sa nation ou sa religion...). Mais dans les faits, toutes les sociétés invoquent des valeurs particulières pour se reproduire et maintenir une forme de cohésion dans le temps, et ces valeurs sont partagées par les individus présents (l'amour de la patrie, etc.). Dans de nombreux cas, des individus dominants prennent le pouvoir sur les autres et leur imposent les sacrifices et l'abnégation nécessaires à leur propre reproduction, sans s'inquiéter de la vie et de la famille des autres. Il faut prendre au sérieux cette question « *sociologique* » fondamentale, qui assure l'existence des « *systèmes sociaux reproducteurs* » indépendamment des individus qui les composent. Nier l'existence de cette valeur, implicite dans les sociétés libérales centrées sur le « *vivre ensemble* » et la « *responsabilité individuelle* », c'est risquer de la voir réapparaître brutalement, dans des phénomènes sociaux violents où les individus deviennent capables de sacrifier collectivement leur vie ou celle des autres, *sans compter*, pour assurer l'avenir de leur propre groupe ou de leur propre société. C'est l'enjeu actuel de la crise des « *gilets jaunes* », tacitement présent dans l'esprit des observateurs. Cette crise va-t-elle déboucher sur un éclatement de la société française ? sur des replis identitaires, religieux ou territoriaux ? sur une révolution globale remettant en cause la reproduction des inégalités sociales actuelles ?

Il semble important de bien différencier les trois types de valeurs, « *personnologiques* », « *écologiques* » et « *sociologiques* », car elles se confondent constamment dans les pensées et dans les discours, alors qu'elles concernent trois niveaux d'organisation du vivant, nécessaires tous les trois à la poursuite de la vie humaine sur la planète. Le *naturalisme* ambiant peut conduire à confondre les trois niveaux, et provoquer une forme de négligence pour la vie d'un grand nombre

d'individus, tout en justifiant l'existence de sociétés autoritaires, servant les intérêts vitaux et reproductifs de quelques-uns. Rechercher un équilibre dans la promotion de ces trois valeurs sans les confondre peut permettre de construire *culturellement* et *collectivement* de nouveaux repères *multiculturels*. Elles déterminent également les trois grands axes de recherche et d'éducation que nous devrions mener de front, pour répondre aux enjeux individuels, écologiques et sociaux du XXI^{ème} siècle (Kergreis, 2018).

Des êtres humains et des sociétés toujours inscrits territorialement

La crise des « *gilets jaunes* », dans sa durée, révèle que l'idéologie néolibérale dominante ne suffit pas à créer une cohésion sociale minimale, pour maintenir une société unie dans la dynamique énergétique de la planète et de l'humanité. E. Macron essaye de reconstruire un « *récit national* », tout en invoquant les « *héros du quotidien* » pour engager chacun.e à travailler davantage. Mais il continue de négliger les facteurs écologiques et territoriaux qui constituent la vie quotidienne de millions de personnes en France.

Pour comprendre les « *gilets jaunes* », comme les autres individus, il faut les replacer dans leur double insertion *territoriale*, écologique et sociale, et considérer leur triple nature « *biologique, individuelle et sociale* ». Chaque être humain est en premier lieu un *être vivant* (biologique), en relation avec d'autres êtres vivants, inscrit dans des chaînes trophiques et des insertions écologiques variées, dans un *territoire* de vie plus ou moins étendu par ses échanges. Chaque être humain est également un *être social*, en contact avec d'autres êtres *sociaux*, inscrit dans les chaînes générationnelles d'une espèce particulière (*humaine*), qui s'organise en groupes solidaires (égalitaires ou inégalitaires) pour vivre et se reproduire. Là encore, ces groupes peuvent être plus ou moins importants et étendus *territorialement* sur la planète. Enfin, on peut le considérer comme un *être unique* (individuel), situé historiquement et spatialement dans des systèmes écologiques et sociaux particuliers, doté d'un « corps-cœur-esprit » personnel et d'une histoire de vie spécifique. Mais sa durée de vie est courte et son autonomie toute relative, par rapport à son environnement physique, écologique et social. Cette triple perspective permet de sortir de l'individualisme dominant et de la responsabilisation à outrance. Elle incite à prendre en compte une multitude de facteurs, *internes* et *externes*, pour expliquer les comportements des êtres humains et ce qui leur arrive.

Ce premier niveau d'analyse, naturaliste, doit être complété par un second, culturaliste. La « *théorie de la médiation* » de J. Gagnepain (1994) offre une base intéressante pour saisir la complexité humaine, entre *nature* et *culture*. Mais les quatre « *logiques imbriquées* », proposées par la théorie pour expliquer les comportements humains, doivent être complétées par trois autres, dès lors que l'on s'intéresse à l'être humain en l'inscrivant dans son territoire, dans l'espace et le temps (Kergreis, 2018). Ainsi il est possible de considérer une « *logique écologique* », interne à l'individu, qui se projette sur son milieu de vie. Chez les « *gilets jaunes* », comme pour tout être humain, cette logique apparaît en premier lieu comme « *économique* » et « *vitale* », pour la survie physique quotidienne. Mais les facultés culturelles la transforment en une logique « *spirituelle* » et « *vitale* » plus large, dans des inventions personnelles variées, décollant de la réalité (« *nous voulons du soleil !* »). Cette logique est capable de se projeter dans le temps et dans l'espace, de prendre en compte la « *vie* » et la « *mort* » (la sienne et celle des autres) dans les environnements

humains et non humains rencontrés ou plus lointains, et dans des « *au-delà* » imaginaires... De la même manière, la « *logique sociologique* » des êtres humains se trouve complexifiée, si on considère leur insertion dans l'humanité. Pour les « *gilets jaunes* », cette logique semble moins « *identitaire* » (pour le repérage des êtres humains entre eux) que « *communautaire* » (dans la création de groupes solidaires, réels ou fantasmés... qui peuvent s'opposer entre eux). Elle apparaît également « *humanitaire* », dans le « *don gratuit* » offert spontanément au collectif créé, pour assurer la pérennité du mouvement, pour offrir protection et reproduction à la vie humaine souhaitée (dans ses formes réelles, imaginaires ou symboliques). Deux autres logiques doivent être considérées, si l'on observe de l'extérieur l'être humain dans sa double insertion territoriale. Il lui faut maintenir sa propre cohésion, face aux forces de vie qui le traversent et qui l'entourent, grâce à sa « *logique de pouvoir personnel* ». La force du mouvement des « *gilets jaunes* » se nourrit de cette logique, de leur capacité d'autonomie et de responsabilité, dans leur désir de contrôler leur propre vie et l'avenir de leurs enfants, mais aussi celui la société française et de la planète. D'une certaine manière, il s'agit bien d'une lutte pour le pouvoir, d'une lutte *politique* et *stratégique*. Mais dans la dynamique vitale qui emporte tous les êtres humains, intérieurement et extérieurement, on peut également trouver une « *logique de transcendance* », qui prend la forme, chez les « *gilets jaunes* », d'une *fusion* au sein du mouvement créé, d'une créativité sans borne dans tous les domaines, et d'une *fuite en avant* parfois enivrante, parfois désespérée, dans la construction collective incertaine...

Cependant, sur le territoire national mis en tension par le mouvement des « *gilets jaunes* », les individus ne font pas tout. Il nous faut considérer l'existence de la société qui leur préexiste, et qu'ils essaient de transformer. Dans la vision défendue ici, les sociétés, historiquement construites par les êtres humains, sont à la fois *naturelles* et *culturelles*. Elles sont, elles aussi, insérées *territorialement* au sein de la planète et de l'humanité. Il n'est pas possible de les réduire uniquement à des « *contrats* » entre individus, même démocratiques et évolutifs. Pour M. Godelier (2007), les sociétés sont des systèmes de production et de parenté, solidarisés par des systèmes « *politico-religieux* » (ou politico-idéologiques...), qui assurent la cohésion de leur ensemble au niveau « *réel, imaginaire et symbolique* ». Aucune société ne peut se passer de contrôler à minima un territoire ou des ressources jugées vitales, pour protéger à long terme ses membres et leur reproduction. Par ailleurs, aucun système de production ou de parenté ne semble suffisant pour assurer l'intégration de tous les individus présents dans une société. Seul, un système politique, juridique et idéologique particulier peut fournir un double service de *bouclage*, physique et psychique, permettant de sécuriser la vie humaine sur un territoire donné, pendant un temps historique plus ou moins long. Les « *gilets jaunes* » se heurtent à ce système contraignant, aussi bien dans les faits (les lois concernant les manifestations) que dans leurs esprits (l'idéologie qui oriente leurs ressentis et leurs désirs).

Le territoire, lieu du contrôle et du conflit, lieu de la loi et de la limite

Dans le conflit des « *gilets jaunes* », le territoire est le lieu d'émergence de la prise de conscience économique et écologique individuelle, puis sociale et politique. La construction des liens sociaux s'est effectuée *concrètement* sur les ronds-points et dans les manifestations. Parallèlement, une mise en scène *symbolique* du conflit politique a été organisée *territorialement*, dans les centres-villes des métropoles, tous les samedis. Il y a eu peu de confrontations sociales véritables dans les

territoires vécus par les « *gilets jaunes* » (sauf quelques cas sporadiques de violence ou de menace, vis-à-vis de certains élus, au début du mouvement). Quotidiennement, les territoires locaux restent un lieu de rencontre entre les individus présents, et entre des phénomènes écologiques, économiques et sociaux variés, dont on pourrait éventuellement discuter les diverses modalités, le plus démocratiquement possible... Tous les espoirs restent permis, si le gouvernement et les maires entendent les voix sincères qui s'expriment. Mais les territoires sont également des lieux investis physiquement et politiquement par des sociétés multiséculaires. Celles-ci se sont appuyées sur des *lois naturelles* (qui régissent la planète et l'humanité), pour éditer des *lois culturelles*, s'imposant aux individus présents. De tous temps, les territoires ont été des lieux de contrôle et de conflits, pour assurer la survie de certains groupes humains au détriment des autres. La crise des « *gilets jaunes* » le rappelle également, dans ses envahissements parfois violents du territoire des autres... Ainsi, malgré un partage territorial international à peu près stabilisé, nous savons bien que rien n'est réglé au niveau économique et politique, entre les individus et entre les peuples, pour assurer un avenir pacifique à l'humanité. La rencontre des sociétés capitalistes avec les limites écologiques de la planète et les limites démographiques de l'humanité rejaillit sur tous les territoires vécus. Allons-nous attendre que les grandes lois *naturelles* des relations humaines se manifestent, pour reconnaître nos erreurs *culturelles*, et transformer nos repères scientifiques, politiques, juridiques et idéologiques ?

Bibliographie

BEAUVOIS, Jean-Léon (2005). *Les illusions libérales : individualisme et pouvoir social*, Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble. 424 p.

BROWN, Wendy (2018) *Défaire le démos : le néolibéralisme, une révolution furtive*, Paris : Editions Amsterdam, 288 p.

DECONCHY, Jean-Pierre (1991). Mécanismes idéologiques et représentations idéographiques. Dans AEBISCHER, Verena, Jean-Pierre DECONCHY et Edmond-Marc LIPIANSKI (dir.), *Idéologies et représentations sociales*, Cousset (Suisse) : Delval, p. 117-127

DEWITTE, Jacques (2001). Le déni du déjà-là. Sur la posture constructiviste comme manifestation de l'esprit du temps. Dans CAILLE, Alain, Philippe CHANIAL et Frédéric VANDENBERHE (dir.), *Revue du MAUSS n° 17. Chassez le naturel... Écologisme, naturalisme, constructivisme*, Paris : La Découverte, p. 393-409

DUBOIS, Nicole (1994). *La norme d'internalité et le libéralisme*, Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, 224 p.

EHRENBERG, Alain (1998). *La fatigue d'être soi. Dépression et société*, Paris : Odile Jacob, 318 p.

GAGNEPAIN, Jean (1994). *Leçons d'introduction à la théorie de la médiation*, Louvain la Neuve: Bibliothèque des cahiers de l'Institut de linguistique, 304 p.

GODELIER, Maurice (2007). *Au fondement des sociétés humaines. Ce que nous apprend l'anthropologie*. Paris : Albin Michel / réédition Champ Flammarion 2010, 331 p.

KERGREIS, Sylvie (2018). *Un Kaléidoscope Nature-Culture et Individus-Sociétés, pour construire collectivement la citoyenneté planétaire*, Edition libre sur Zenodo.org, 896 p. <https://zenodo.org/record/1507390>

KERGREIS, Sylvie, (2004). *Régulations sociales et cognitives dans les concertations agrienvironnementales*. Thèse de Doctorat de Psychologie Sociale ss la dir. d'A. Somat, Rennes : Université de Haute Bretagne. 536 p. + Annexes 252 p.

LATOURE, Bruno (2017). *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, Paris : La Découverte, 157 p.

MERMET, Laurent (2018). *Nous n'avons jamais décollé – Une réponse au « Où atterrir ? » de Bruno Latour*. Conférence à AgroParisTech, le 19 novembre 2018, <https://m.youtube.com>watch>

TOURAINÉ, Alain (2001). Le déclin de l'acteur social. Dans BUSCHINI, Fabrice et Nikos KALAMPALIKIS (dir.), *Penser la vie, le social, la nature. Mélanges en l'honneur de Serge Moscovici*, Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, p. 83-99